

PUBLIC-PRIVÉ : L'HÉCATOMBE DES EMPLOIS À NOUS DE DÉCLENCHER L'UNITÉ DANS LA LUTTE

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : aux États-Unis, pays de naissance du 1^{er} mai, contre Trump et sa politique ; en Turquie, contre le régime d'Erdoğan, malgré la répression de la police, qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétendus « privilèges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît en avantages non mérités et en parasitisme social ! La SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 Mrd\$ de bénéfice) et ArcelorMittal (1,3 Mrd), annonçaient respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1^{er} mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous Giscard d'Estaing, avait épongé les dettes d'Usinor et Sacilor en y prenant une participation majoritaire. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ». Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la richissime famille de Wendel, maître historique des forges, indemnisée bien au-delà de la valeur d'usines obsolètes.

Bien sûr, les Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'État finance les restructurations et les licenciements pour rendre demain aux patrons une industrie devenue plus rentable. De l'acier dit « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Il faut bien que l'industrie de l'armement ait de quoi fabriquer des engins de mort !

Plutôt se battre ensemble pour interdire les licenciements !

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme, fût-il « solidaire », ne sont des solutions. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui sert avant tout les riches, même quand des politiciens de gauche sont à sa tête.

C'est bien davantage une lutte d'ensemble, de tous les travailleurs, qu'il faudrait mettre à l'ordre du jour. À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre pour les contrôleurs, encore un autre pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte à l'entreprise, dans d'interminables négociations où l'on se regarde avec le patron en chiens de faïence. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire bouler de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Déserts médicaux : réguler l'installation, oui, mais surtout reconstruire la santé publique

La profession médicale s'agite autour de la loi Garot, qui prévoit une régulation de l'installation des médecins, afin de pallier aux déserts médicaux. Les syndicats d'internes et de médecins s'indignent et appellent à la grève, mais loin de se battre pour un meilleur accès au soin, la mobilisation est surtout le fruit d'un corporatisme d'une profession qui défend ses privilèges. Ceci dit, en pointant du doigt les médecins via ce projet de loi, le gouvernement cherche à se désresponsabiliser de l'état désastreux du système de santé dont il est bien le premier responsable. Au lieu de se battre égoïstement contre une régulation nécessaire, il serait préférable que la mobilisation des soignants exige plus de moyens afin d'assurer un véritable droit à la santé pour tous et toutes.

Scanne le QR Code pour l'article complet.



Forges de Bretagne : de l'auto à l'obus

Les forges de Bretagne de Caudan qui fabriquaient des pièces d'automobile viennent d'être reprises par la société Europlasma qui va fabriquer... des obus. On peut comprendre que les 266 salariés (sur 286) qui vont conserver leur boulot soient soulagés. Mais cette reprise s'inscrit dans le cadre de la politique de militarisation décidée par Macron. La guerre d'Ukraine tue et détruit, mais elle booste aussi les affaires des marchands de canon. N'allons pas nous réjouir de fabriquer davantage d'engins de mort. Demain, ce seront peut-être les enfants de ceux qui les fabriquent qui seront envoyés au case-pipe...

Les cliniques privées fraudent sur notre dos

La Direction générale de la répression des fraudes a procédé en 2023 et 2024 à des contrôles auprès de 123 cliniques privées suite aux signalements de patients surpris par les factures reçues après interventions. Les trois quarts des établissements contrôlés présentent des anomalies, notamment une information insuffisante et une facturation indue (chambre particulière, Wifi, etc.), voire frauduleuse, de prestations. En résumé, elles se sucent sur notre dos. À quand un grand service public national de santé, gratuit et sous le contrôle des assurés sociaux ?

La lutte des labos payera-t-elle ?

Après plus d'un mois de mobilisation, la direction a enfin accepté de recevoir une délégation des grévistes des laboratoires ce lundi 12 mai. Après avoir méprisé ouvertement les grévistes, la direction saura-t-elle entendre raison et consentir aux revendications légitimes des collègues ? Et si oui, sans impacter d'autres services ?

À bas le racisme et l'islamophobie !

Un homme tue froidement un jeune musulman dans une mosquée du Gard et filme son acte en insultant « ton Allah de merde ». Pour le ministre de l'intérieur Retailleau, il ne faut pas aller trop vite en besogne et y voir un attentat, un acte raciste et anti-musulman. De la belle indignation sélective, et on n'entend pas les politiciens de droite ou d'extrême droite se révolter bruyamment comme ils savent si bien le faire en d'autres occasions. De son côté, Bayrou dénonce une « ignominie islamophobe » et Macron « le racisme ». Quelle hypocrisie ! Car ce sont bien les Retailleau, Darmanin, Le Pen et consorts, et tous ceux qui les protègent au plus haut niveau de l'État qui ont pavé la voie au meurtrier d'Aboubakar, en semant les divisions et vomissant à longueur d'interview leur haine des étrangers et des musulmans.



Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacaen@npa-revolutionnaires.org)

[📷 npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)